

Art. 3. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 29 mai 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

ANNEXE A L'ARRETE ROYAL DU 29 MAI 2015 REMPLAÇANT L'ANNEXE DE L'ARRETE ROYAL DU 19 MARS 2015 PORTANT APPROBATION DU REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU CONSEIL DES PROCUREURS DU ROI

Article 1^{er}. Le Conseil des procureurs du Roi, ci-après dénommé le Conseil, comprend :

- le président;
- le vice-président, appartenant à un autre régime linguistique;
- l'ensemble des autres procureurs du Roi ainsi que le procureur du Roi adjoint de Bruxelles.

Conformément à l'article 150*bis* du Code Judiciaire, le Procureur fédéral peut assister aux réunions du Conseil.

Le président et le vice-président sont ceux désignés en application de la procédure prévue à l'article 5.

Art. 2. Le Conseil se réunit dans les locaux du SPF Justice, sur convocation du président, et ce, au moins une fois par mois de septembre à juin.

Le président convoque également le Conseil d'initiative ou à la demande soit du vice-président, soit au moins cinq de ses membres, soit du collège des procureurs généraux.

L'ordre du jour est porté à la connaissance des membres du Conseil dix jours au moins avant la date prévue pour la réunion. Il est également communiqué au procureur fédéral.

Le Conseil se réunit également, une fois par trimestre, avec le Conseil des secrétaires en chef afin d'aborder divers problèmes administratifs auxquelles les parquets de première instance sont confrontés.

Art. 3. Le Conseil délibère valablement si au moins la moitié de ses membres est présente.

Les décisions sont prises par consensus. En cas d'absence de consensus, les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents.

Si la majorité prévue n'est pas atteinte, la question discutée est soumise à un nouvel examen et à une délibération au cours d'une séance ultérieure.

Art. 4. Les délibérations du Conseil font l'objet d'un compte rendu rédigé en français et en néerlandais.

Celui-ci est communiqué aux membres du Conseil par voie électronique dans les 15 jours. Il est considéré comme approuvé lorsque aucune observation écrite ne parvient au secrétariat administratif dans les dix jours suivant son envoi.

En cas d'observation, le compte rendu est à nouveau adressé, après modification, aux membres. Il est alors approuvé lors de la prochaine réunion du Conseil.

Si aucune observation ne parvient au secrétariat administratif dans les cinq jours suivant l'envoi de la version modifiée, il est considéré comme définitivement approuvé.

On s'efforcera de respecter au maximum les délais mentionnés dans le présent règlement d'ordre intérieur. Toutefois, il peut être dérogé faute d'appui structurel et permanent du service d'appui qui doit encore être créé notamment, en ce qui concerne la traduction des rapports.

Le président adresse ensuite un exemplaire du compte rendu au collège des procureurs généraux, au procureur fédéral et au Conseil des auditeurs du travail.

La communication au sein du Conseil peut être effectuée par courriel.

Art. 3. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 29 mei 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

BIJLAGE BIJ KONINKLIJK BESLUIT VAN 29 MEI 2015 TOT VERVANGING VAN DE BIJLAGE BIJ HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 19 MAART 2015 TER GOEDKEURING VAN HET HUISHOUDELIJK REGLEMENT VAN DE RAAD VAN PROCUREURS DES KONINGS

Artikel 1. De Raad van procureurs des Konings, hierna Raad genoemd, is samengesteld uit:

- de voorzitter;
- de ondervoorzitter, die tot een ander taalstelsel behoort;
- alle andere procureurs des Konings alsook de adjunct-procureur des Konings van Brussel.

Overeenkomstig artikel 150*bis* van het Gerechtelijk Wetboek kan de federale procureur de vergaderingen van de Raad bijwonen.

De voorzitter en de ondervoorzitter zijn deze aangewezen bij toepassing van de procedure voorzien in artikel 5.

Art. 2. De Raad vergadert van september tot en met juni minstens één keer per maand in de lokalen van de FOD Justitie, na bijeenroeping door de voorzitter.

De voorzitter roept eveneens de Raad bijeen op eigen initiatief, ofwel op vraag van hetzij de ondervoorzitter, hetzij minstens vijf van zijn leden, hetzij het college van procureurs-generaal.

De agenda wordt ter kennis van de leden van de Raad gebracht, ten minste tien dagen voor de datum die voor de vergadering is vastgesteld. De agenda wordt eveneens toegezonden aan de federale procureur.

De Raad vergadert eveneens één keer per trimester met de Raad van Hoofdsecretarissen om verschillende administratieve problemen te bespreken waarmee de parketten van eerste aanleg worden geconfronteerd.

Art. 3. De Raad beraadslaagt rechtsgeldig indien ten minste de helft van zijn leden aanwezig is.

De beslissingen worden met algemeenheid van stemmen genomen, is er geen algemeenheid van stemmen, dan worden de beslissingen genomen bij volstrekte meerderheid van de aanwezige leden.

Als de vereiste meerderheid niet wordt bereikt, wordt het besproken punt opnieuw onderzocht en wordt hieromtrent opnieuw beraadslaagd op een volgende vergadering.

Art. 4. Van de beraadslagingen van de Raad wordt een verslag opgemaakt in het Nederlands en in het Frans.

Dit verslag wordt binnen twee weken gemaïld naar de leden van de Raad. Het verslag wordt als goedgekeurd beschouwd als er geen schriftelijke opmerking op het administratief secretariaat wordt ontvangen binnen de tien dagen na de toezending ervan.

Als er opmerkingen zijn, wordt het verslag, na wijziging ervan, opnieuw aan de leden toegezonden. Dit document wordt vervolgens goedgekeurd tijdens de volgende vergadering van de Raad.

Indien er geen opmerkingen op het administratief secretariaat worden ontvangen binnen de vijf dagen na toezending van de gewijzigde versie, wordt het verslag beschouwd als definitief goedgekeurd.

De termijnen vermeld in dit huishoudelijk reglement zullen zoveel als mogelijk worden gerespecteerd, doch hiervan kan worden afgeweken bij gebrek aan structurele en permanente ondersteuning vanuit de nog op te richten steundienst, ondermeer wat de vertaling van de verslagen betreft.

De voorzitter stuurt vervolgens een exemplaar van het verslag aan het college van procureurs-generaal, de federale procureur en de Raad van arbeidsauditeurs.

De communicatie binnen de Raad kan via e-mail gebeuren.

Toute correspondance reçue à l'attention du Conseil est diffusée systématiquement au sein de celui-ci, ainsi que les courriers, avis et les notes émanant du Conseil ou du Bureau.

La documentation relative aux réunions du Conseil et du Bureau est mise à disposition sur Ompranet. Les procès-verbaux des réunions peuvent également être consultés sur ce site.

Les procureurs ou leurs substituts qui représentent le Conseil dans des réseaux d'expertise et/ou des groupes de travail transmettent les procès-verbaux des réunions de ces derniers au secrétariat administratif qui se charge de leur diffusion au sein du Conseil.

Les représentants du Conseil au sein du Collège du Ministère Public feront rapport des travaux du Collège à chaque réunion du Conseil.

Art. 5. Le Conseil constitue au début de l'année judiciaire son Bureau qui comprend le président et le vice-président.

Les membres sont désignés pour une durée d'un an.

En principe, le vice-président devient président l'année suivante sauf décision contraire du Conseil, par exemple, quand un autre membre pose sa candidature.

Lorsqu'on achève un mandat en cours au sein du Bureau à la suite de l'indisponibilité du titulaire initial, il n'en est pas tenu compte pour le calcul de la période d'un an.

Les candidatures doivent parvenir au secrétariat administratif au plus tard le 15 juin de chaque année.

Le Conseil délibère valablement si au moins la moitié de ses membres est présente. L'élection se fait à la majorité. Si aucune majorité n'est atteinte au premier tour de scrutin, le choix a lieu entre les deux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix.

Dans les limites de sa compétence, le Conseil confie au Bureau la préparation de ses réunions et la gestion de l'exécution de ses décisions.

En cas d'urgence, le Bureau peut prendre les décisions qui appartiennent à la compétence du Conseil. Le Bureau en informe aussitôt les membres du Conseil.

Ces décisions ne sont définitives qu'après leur approbation par le Conseil lors de sa plus prochaine réunion.

Le Bureau ne peut s'exprimer sur une question de principe sans un mandat du Conseil.

Art. 6. Le Conseil est assisté d'un secrétariat administratif qui, dans l'attente de la mise en place du Service d'appui commun du Ministère public, est actuellement assuré par deux membres du Secrétariat du collège des procureurs généraux.

Art. 7. Pour la préparation des réunions du Conseil, le Bureau prend toute initiative utile. Si nécessaire, il peut entendre d'autres membres du Conseil ou des personnes étrangères à celui-ci. Il peut se faire assister dans cette tâche par le secrétariat administratif.

Tout membre du Conseil a le droit d'être entendu par le Bureau s'il estime qu'une question à l'ordre du jour d'une réunion le concerne.

Art. 8. Dans les affaires qui concernent le Conseil, les relations avec la presse et les médias sont de la compétence du président afin de préserver la cohésion.

Le président peut cependant - selon le sujet et/ou la langue - désigner un membre du Conseil pour faire le communiqué de presse à sa place et au nom du Conseil.

Art. 9. Par dérogation à l'article 3, le règlement d'ordre intérieur ne peut être modifié qu'avec l'assentiment des deux tiers des membres du Conseil.

Art. 10. Le nouveau règlement d'ordre intérieur produit ses effets dès le 1^{er} avril 2015.

Vu pour être annexé à notre arrêté 29 mai 2015 remplaçant l'annexe de l'arrêté royal du 19 mars 2015 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du conseil des procureurs du Roi.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Alle briefwisseling die wordt ontvangen ten behoeve van de Raad wordt systematisch verspreid binnen de Raad evenals de brieven, adviezen en nota's uitgaande van de Raad of het Bureau.

De documentatie voor de vergaderingen van de Raad en het Bureau wordt ter beschikking gesteld via Ompranet. De verslagen van de vergaderingen kunnen eveneens worden geraadpleegd op deze site.

Procureurs of hun substituten die de Raad vertegenwoordigen in expertisenetwerken en/of werkgroepen maken de verslagen van de vergaderingen van deze netwerken of werkgroepen over aan het administratief secretariaat dat zorgt voor de verspreiding ervan binnen de Raad.

De vertegenwoordigers van de Raad bij het College van het Openbaar Ministerie zullen verslag uitbrengen over de werkzaamheden van het College tijdens elke vergadering van de Raad.

Art. 5. De Raad stelt bij de aanvang van het gerechtelijk jaar zijn Bureau samen, bestaande uit de voorzitter en de ondervoorzitter.

De leden worden aangewezen voor een periode van één jaar.

In principe wordt de ondervoorzitter het volgende jaar voorzitter, tenzij andersluidende beslissing van de Raad, bijvoorbeeld wanneer een ander lid zich kandideert stelt.

Wanneer men een nog lopend mandaat in het Bureau voleindigt ingevolge het wegvallen van de initiële titularis, wordt dit niet in rekening gebracht voor de berekening van de periode van één jaar.

Kandidaturen moeten uiterlijk op 15 juni op het administratief secretariaat toekomen.

De Raad beraadslaagt rechtsgeldig indien minstens de helft van zijn leden aanwezig is. De verkiezing gebeurt bij meerderheid. Wordt er geen meerderheid bereikt bij de eerste stembeurt, dan wordt er gekozen tussen de twee kandidaten met de meeste stemmen.

Binnen de perken van zijn bevoegdheid, vertrouwt de Raad aan het Bureau de voorbereiding van zijn vergaderingen toe en het beheer van de uitvoering van zijn beslissingen.

In dringende gevallen kan het Bureau de beslissingen nemen die tot de bevoegdheid van de Raad behoren. Het deelt deze beslissing zo vlug mogelijk mee aan de leden van de Raad.

Deze beslissingen zijn pas definitief na goedkeuring ervan door de Raad op diens volgende vergadering.

Het Bureau mag zich niet uitspreken over een principekwestie zonder mandaat van de Raad.

Art. 6. De Raad wordt bijgestaan door een administratief secretariaat dat, in afwachting van het invoeren van de gemeenschappelijke ondersteuningsdienst van het Openbaar Ministerie, momenteel door twee leden van het secretariaat van het college van procureurs-generaal wordt verzorgd.

Art. 7. Inzake de vergaderingen van de Raad neemt het Bureau alle nuttige initiatieven. Indien nodig, kan het Bureau andere leden van de Raad of buitenstaanders horen. Het kan zich hierin laten bijstaan door het administratief secretariaat.

Leder lid van de Raad heeft het recht door het Bureau gehoord te worden als hij van mening is dat een agendapunt van de vergadering hem aanbelangt.

Art. 8. In aangelegenheden die de Raad aanbelangen gebeurt de communicatie met de pers en de media enkel via de voorzitter om de eenheid te bewaken.

De voorzitter kan evenwel - afhankelijk van het onderwerp en/of de taal - iemand aanduiden die in zijn plaats en namens de Raad de persmededeling doet.

Art. 9. In afwijking van artikel 3, kan het huishoudelijk reglement enkel gewijzigd worden met instemming van tweederde van de leden van de Raad.

Art. 10. Dit nieuwe huishoudelijk reglement heeft uitwerking met ingang van 1 april 2015.

Gezien om te worden gevoegd bij ons besluit van 29 mei 2015 tot vervanging van de bijlage bij het koninklijk besluit van 19 maart 2015 ter goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van procureurs des Konings.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS